Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2018-85** **31/01/2018**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 15

Objet : Appel à candidatures: 15 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité (AFB) :

- 1 poste de directeur régional adjoint – chef du service Appui à la Planification et aux Acteurs (H/F) (titulaire de catégorie A/A+ ou agent contractuel) à Lempdes (63).
Date limite de candidature : 28 février 2018.

- 1 poste de chargé de communication territoriale (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Brest (29) ou à Montpellier (34).
Date limite de candidature : 9 février 2018.

- 1 poste de chargé de mission ingénierie de formation (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 23 février 2018.

- 1 poste de chargé de mission contrôle de gestion et contrôle interne (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Brest (29) ou à Vincennes (94).
Date limite de candidature : 23 février 2018.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) :

- 1 poste de technicien en biologie moléculaire (H/F) (agent contractuel de catégorie 3) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 2 février 2018.

- 1 poste de coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 9 février 2018.

- 1 poste de coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à l'air (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 9 février 2018.

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique – Biocides/REACH (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 13 février 2018.

- 1 poste de préfigurateur au poste de chef d'unité pathologie des ruminants (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel de catégorie 1) à Niort (79).
Date limite de candidature : 15 février 2018.

- 1 poste de chef d'unité coordination intrants du végétal (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel de catégorie 1) à Maisons-Alfort (94).
Date limite de candidature : 8 février 2018.

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) :

- 1 poste d'ingénieur d'études en calcul scientifique et télédétection 3D au Laboratoire de l'inventaire forestier (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Nancy (54).
Date limite de candidature : 27 avril 2018.

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste de gestionnaire de paye (H/F) (titulaire de catégorie B ou agent contractuel) à Saint Benoist – Auffargis (78).
Date limite de candidature : 23 février 2018.

Parcs nationaux de France :

- 1 poste de responsable du pôle forêt au sein du service Développement durable au siège du Parc national des Cévennes (H/F) (titulaire de catégorie A) à Florac-Trois-Rivières (48).
Date limite de candidature : 1 mars 2018.

- 1 poste de délégué territorial Mont-Lozère au Parc national des Cévennes (H/F) (titulaire de catégorie A) à Génolhac (30).
Date limite de candidature : 15 mars 2018.

- 1 poste de chef du service « Systèmes d'informations » au Parc amazonien de Guyane (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Rémire-Montjoly (973).
Date limite de candidature : 22 mars 2018.

L'adjoint à la la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire
ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A+/A
Fonction :	**Directeur régional adjoint - Chef du Service Appui à la Planification et aux Acteurs (H/F)**
Affectation :	Direction Régionale Auvergne-Rhône-Alpes - Service Appui à la Planification et aux Acteurs (SAPA)
Positionnement hiérarchique :	Sous l'autorité du Directeur régional
Résidence administrative :	Lempdes (63)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

La Direction régionale comporte 2 sites régionaux :
- Bron (69) comme siège composé d'une quinzaine de personnes
- Lempdes (63), composé d'une dizaine de personnes.

Le directeur et un autre adjoint sont basés à Bron. Le présent poste est basé à Lempdes. Tous les services et pôles régionaux comportent des agents sur les 2 sites.

La Direction comporte également 12 services départementaux (SD) et une unité spécialisée milieux lacustres (USML) à Thonon. Avec ces 15 sites au total le poste nécessite de nombreux déplacements, d'une part entre Bron et Lempdes mais aussi vers les SD.

Description du poste

La mission principale en temps d'activité (de l'ordre de 75%) est d'assurer le pilotage du Service Appui à la Planification et aux Acteurs (SAPA), mais le poste comporte aussi la mission de directeur adjoint pour un temps activité plus faible (de l'ordre de 25%).

Mission de Chef du Service Appui à la Planification et aux Acteurs :

Encadrer, animer et organiser le service pour :
- la participation aux travaux menés sous l'égide des collectivités (ARB, SRADDET, SRB, SAGE, etc.)
- la production d'appui technique vers ces acteurs selon leurs demandes et les compétences de l'établissement

- l'appui à l'émergence de démarches et de travaux visant à la préservation de la biodiversité (espèces et habitats), que ça soit sur les milieux terrestres (actions en développement) ou les milieux aquatiques (actions en continuité)
- l'appui aux services départementaux pour mieux assurer le relai des politiques publiques en faveur de la biodiversité ; dans ce cadre il faudra que le détenteur du poste assure la montée en compétence des agents de ces SD sur les nouvelles thématiques de la biodiversité couverte par l'AFB.

Activités principales :

Management :
- Assurer le pilotage, l'animation et le suivi des activités du service
- Mettre en œuvre les orientations stratégiques de l'Etablissement dans le cadre de la programmation d'activité de la direction régionale
- Coordonner l'activité des services départementaux dans ces domaines
- Participer au comité managérial de la direction.

Activité générale pour les opérations d'appui :
- Participer directement à une partie de ces représentations et appuis, notamment pour ce qui relèvera des grands projets régionaux (SRADDET, SRB, ARB, etc.) ou de bassin (pour la partie Loire-Bretagne principalement – SDAGE et son état des lieux, et autres documents de planification).
- Participer directement ou, pour les autres agents du service, coordonner la participation, aux instances (ex : commissions territoriales), s'assurer que ces participants ont bien préparé leurs interventions, qu'ils en assurent le rapportage tant aux équipes régionales qu'aux agents des SD concernés.

Activité générale pour la biodiversité :
- Accompagner la montée en compétence progressive sur les nouveaux domaines de la biodiversité : connaître (et faire connaitre en interne) les acteurs, participer aux initiatives de la Région, des Agences de l'Eau et autres partenaires.
- Relayer et mettre en œuvre les politiques territoriales que l'AFB mènera en propre (ex : ABC).
- Connaitre et relayer la politique de bassin Loire-Bretagne sur les grands migrateurs.
- Préparer les avis techniques sollicités dans ce cadre par les différentes instances.

Mission de Directeur adjoint :
Seconder le Directeur sur l'ensemble de ses missions :
- Accompagner et mettre en œuvre la feuille de route, puis le contrat d'objectif de l'établissement au niveau territorial
- Assurer la représentation de l'établissement et animer une politique de partenariat sur son territoire
- Piloter et animer ses services.
- Si le projet de mutualisation des services départementaux de l'AFB et de l'ONCFS venait à être engagée, ce directeur adjoint devra jouer un rôle d'appui fort au DR

Ce directeur adjoint basé à Lempdes (63) assurera toute la coordination inter-services nécessaire localement notamment pour les agents intervenant pour plusieurs services ou pôles. Il sera « responsable de site » vis-à-vis de toutes les relations spécifiques à cette implantation, en lien avec le DR et le service administratif.

Activités principales :
- Programmer, coordonner et contrôler des moyens humains, financiers et organisationnels
- Encadrer, organiser et animer les activités de ses services
- Décliner la programmation annuelle d'activité et contrôler sa mise en œuvre
- Contribuer à la mise en œuvre de la démarche qualité
- Gérer et manager le personnel
- Assurer la communication et la circulation de l'information interne et externe
- Mettre en œuvre la politique d'hygiène et de sécurité
- Représenter l'établissement auprès des acteurs régionaux et départementaux et développer des relations de partenariat dans le champ d'activité de l'Agence

Relations liées au poste

Relations internes :
- Directions de la Direction Générales du siège et services rattachés
- Services et pôles de la DR
- SD de la DR et USML

Relations externes :
- Préfets, DREAL, DDT(M), Agences de l'eau, autres établissements publics, collectivités territoriales, chambres consulaires, associations

- Bureaux d'études

Compétences et qualités requises

Diplôme – Formation – Expérience
Fonctionnaire de catégorie A+/A ayant une expérience avérée du management et des compétences techniques fortes dans le domaine de la biodiversité et des politiques environnementales.

Connaissances
- Bonne connaissance des acteurs institutionnels de la biodiversité
- Connaissances du domaine de la biodiversité et des politiques environnementales.
- Connaissance du droit de l'eau et de l'environnement
- Compétences technique fortes sur la biodiversité (terrestre et milieux aquatiques)

Savoir-faire opérationnel
- Encadrer une équipe
- Conduire un projet et mobiliser une équipe projet
- Fortes capacités de pilotage stratégique
- Négocier et s'adapter à différents publics

Savoir-être professionnel
- Forte capacité d'organisation et sens des priorités
- Capacité à communiquer, créativité et esprit d'initiative
- Forte réactivité
- Sens des relations publiques
- Disponibilité et sens de l'écoute

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr sous la référence **DRAURA/DRA/F**

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 28 février 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire
ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de communication territoriale (h/f)**
Affectation :	Direction de la communication et de la mobilisation citoyenne / Service communication dans les territoires
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service
Résidence administrative :	Brest (29) ou Montpellier (34), à définir en fonction du candidat retenu
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Dans le champ d'action territoriale de l'Agence figurent notamment les 10 établissements publics des parcs nationaux rattachés : la Vanoise, Port-Cros, les Ecrins, les Cévennes, les Pyrénées, le Mercantour, les Calanques, la Guadeloupe, La Réunion et la Guyane. Un GIP des forêts de Champagne et Bourgogne travaille à la création du onzième parc national.

Début 2018, une convention triennale entre les parcs nationaux et l'AFB précisera les modalités et les objectifs de collaboration dans le cadre de ce rattachement. Parmi les éléments attendus de la convention : la communication de la marque « Esprit parc national » et du mécénat GMF. La marque collective commerciale « Esprit parc national » promeut les produits agricoles, artisanaux et les services touristiques (visites, hébergements, séjours...) issus des parcs nationaux et portés par des acteurs économiques qui s'engagent sur des cahiers des charges communs. A ce jour, on dénombre 500 bénéficiaires pour 750 produits et services marqués dans 9 territoires de parcs nationaux. L'AFB a la responsabilité de la mise en œuvre nationale de la stratégie de développement de la marque. Cette stratégie comporte un volet marketing et communication.

Le mécénat GMF a permis depuis 10 ans la réalisation de près de 80 actions d'aménagement, de mise à disposition d'outils pédagogiques et de matériel adapté dans les parcs nationaux, l'accueil de jeunes en service civique, des chantiers d'insertion, et l'appui à la communication sur la biodiversité. L'AFB a la responsabilité de la coordination technique et de la communication nationale liée à ce mécénat.

Le service Communication dans les territoires doit mettre en place une communication territoriale comprenant les parcs nationaux rattachés, les parcs naturels marins, les antennes maritimes de façade,

les directions régionales, les services départementaux et les futures agences régionales de la biodiversité.

Le service Communication dans les territoires est composé de trois agents permanents et de deux agents en contrats à durée déterminée situés sur deux pôles : Brest et Montpellier.

Description du poste

Mission :

Sous l'autorité de la cheffe de service, basée à Brest, et en lien étroit avec le chef de service adjoint :

- proposer, concevoir et mettre en œuvre des actions et des outils pour la communication nationale du réseau des parcs nationaux. Le champ d'actions comprend la communication de la marque commerciale Esprit parc national, le partenariat de mécénat conduit avec GMF et un appui sur la communication institutionnelle.

- contribuer à la valorisation des parcs nationaux dans la communication territoriale de l'AFB.

- contribuer de façon transversale à l'activité du service Communication dans les territoires et travailler en lien étroit avec tous les services de la Direction communication et mobilisation citoyenne (DICOMOB).

Activités principales :

- Contribuer à l'élaboration du plan de communication annuel des parcs nationaux, incluant le plan de communication marketing de la marque « Esprit parc national », le mécénat GMF et la communication institutionnelle du collectif des parcs nationaux. Ce plan s'inscrira dans le cadre de la convention de rattachement des parcs nationaux et dans la stratégie de communication territoriale de l'AFB, en cours d'élaboration.
- Contribuer à l'animation des groupes de travail inter-parcs « communication » et « marque » des parcs nationaux.

Pour la mise en œuvre du plan de communication annuel, intervenir sur tous les domaines de la communication, notamment :
- les relations presse : rédaction de communiqués, organisation de voyages de presse, suivi des retombées presse,
- l'édition : l'élaboration, la rédaction et la diffusion de plaquettes et autres documents print,
- le digital : rédaction d'actualités sur les parcs nationaux pour plusieurs sites Internet (www.afbiodiversite.fr, le site portail des parcs nationaux www.parcsnationaux.fr) et le site de la marque www.espritparcnational.com), community management (animation de pages Facebook), veille et rédaction de posts sur les réseaux sociaux.
- l'événementiel : organisation et participation à des manifestations liées aux parcs nationaux ou à la communication territoriale,
- la communication interne : rédaction d'actualités sur les parcs nationaux pour le site intranet de l'AFB,
- le pilotage de prestataires : rédaction de cahier des charges, analyse des offres, demandes de devis, suivi des prestations.
- le suivi d'indicateurs concernant les actions de communication des parcs nationaux.

- Coordonner les actions dédiées à la communication des parcs avec toutes les entités de la Communication dans les territoires et de la DICIMOB.

- Participer à la vie du service Communication dans les territoires et de la DICOMOB (réunions de la direction ou de service, séminaire DICOMOB…).

Compte-tenu de l'organisation territoriale de l'Agence, des déplacements entre Brest, Montpellier, Vincennes et les parcs nationaux sont à prévoir (une fois par mois, au minimum).

Activités secondaires :

- Appuyer la cheffe de service sur des actions de communication territoriales

- Contribuer à favoriser la transversalité entre parcs nationaux et d'autres aires protégées comme les parcs naturels marins (outils, réflexions, etc).

Relations liées au poste

Relations internes

-Tous les agents du service Communication dans les territoires,
-L'ensemble des agents de la DICOMOB, et plus particulièrement la cheffe de projets digital travaillant sur les parcs nationaux, la responsable des relations presse, la chargée de communication interne et potentiellement tous les agents de la DICOMOB, en fonction des projets.
-La direction parcs naturels marins, parcs nationaux et territoires, et plus particulièrement le service des parcs nationaux.
-Les parcs nationaux et projet de parc national.
-L'ensemble des entités territoriales de l'AFB, particulièrement celles situées dans les périmètres de parcs nationaux.

Relations externes

- Les prestataires,
- Les partenaires,
- La presse.

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A justifiant d'une expérience professionnelle significative dans le domaine de la communication publique, si possible en marketing et communication de marque.

Disponibilité au vu des déplacements.
Permis B.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Excellente connaissance et expérience confirmée des métiers de la communication (print, événementiel, digital, réseaux sociaux, presse etc).
- Expérience souhaitée en marketing et en communication de marque commerciale et/ou territoriale.
- Expérience souhaitée en animation de réseaux et en groupes de travail.
- Connaissance et maîtrise de la chaîne graphique.
- Connaissances de base souhaitée sur Indesign et sur un CMS (si possible Drupal).
- Maitrise de la gestion de la commande publique (rédaction cahier des charges, analyse des offres, marchés...)

Savoir-faire opérationnel

- Savoir travailler à distance, dans un contexte multi sites.
- Excellentes qualités rédactionnelles (orthographe et syntaxe).
- Savoir travailler en réseau.
- Savoir conduire un projet.

Savoir-être professionnel

- Grande polyvalence.
- Capacité d'adaptation.
- Réactivité et dynamisme
- Rigueur.
- Diplomatie et écoute.

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DICOMOB/TERRI/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr :

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 9 février 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission ingénierie de formation (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général - Département ressources humaines – Service politique de l'emploi et des compétences
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service adjoint
Résidence administrative :	Vincennes (94)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Description du poste

Mission :

Décliner la politique de formation interne de l'établissement en élaborant le plan de formation, en assurant l'ingénierie et le déploiement des formations

Activités principales :

Au sein de l'équipe formation et développement des compétences :

Construction et déploiement du plan de formation :

- Proposer une stratégie de formation au regard de l'évolution des métiers et des compétences
- Coordonner et exploiter le recensement des besoins (collectifs et individuels)
- Animer le réseau des pilotes de la formation et de l'ensemble des acteurs de la formation;
- Piloter les actions structurantes du pôle formation et développement des compétences, veiller aux échéances, mener les travaux et assurer le reporting ; Construire le budget et assurer son suivi en cohérence avec les axes stratégiques du plan de formation ;

- Concevoir et mettre en œuvre des dispositifs de formation (définition et objectifs, conception des modules de formation, achat de formation…) sur les thématiques transverses telles que la professionnalisation du management, la santé et la qualité de vie au travail, Planifier et organiser les actions de formations collectives prévues au plan de formation interne en lien avec les différents opérateurs (Centres de formation interne, directions interrégionales, prestataires externes…) ;
- Conduire les réflexions et travaux d'évolution des outils de formation (pilotage-gestion-suivi) ;
- Proposer et animer le dispositif de communication dédiée à l'offre de formation et les modalités d'accès ;
- Veiller au bon fonctionnement de l'organisation administrative et logistique des actions de formation (inscription, convocation, évaluation, attestation, gestion administrative et financière…)

Accompagnement des managers et des agents dans leur parcours de formation en :

- Développer l'activité de conseil et d'accompagnement individuel et organisationnel auprès de l'ensemble de la communauté managériale ;
- Garantir la mise en œuvre et le suivi des parcours spécifiques de formation (formation initiale, de prise de poste…) ;
- Assurer la mise en œuvre du nouveau dispositif d'accompagnement managérial au sein de l'AFB et des actions de formation obligatoires dans ce cadre ;

Projets transverses :

- Participer au projet de modernisation des méthodes d'apprentissage et de développement des nouvelles technologies (exemple de projet : développer un dispositif d'évaluation digitale de la formation et permettre son exploitation ; développer la connaissance et les compétences de formation via les outils digitaux au sein de la communauté de formateurs internes, etc…) ;
- Participer à l'élaboration de nouveaux parcours de formations spécifiques.

Relations liées au poste

Relations internes
Services de la direction générale, directions interrégionales
Centres de formation
Responsables pédagogiques et formateurs internes
Chargés de gestion en ressources humaines
Agents de l'établissement

Relations externes
Organismes de formation

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A disposant de très bonnes connaissances des dispositifs de formation dans la fonction publique.
Expérience dans des fonctions similaires souhaitée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Très bonnes connaissances des dispositifs de formation dans la fonction publique,
- Maitrise des techniques d'ingénierie de formation,
- Maitrise des techniques et outils d'évaluation d'une formation,
- Outils digitaux, et sciences cognitives (connaissance qui serait appréciée).
- Connaissances des règles de la commande publique et de la gestion budgétaire et comptable

Savoir-faire opérationnel
- Évaluer, analyser, communiquer,
- Rédiger un cahier des charges,
- Capacité d'écoute et de conseil,
- Organiser son activité en tenant compte des contraintes et des échéances,
- Rendre compte de son activité et de l'état d'avancement des dossiers à sa hiérarchie sur la base, notamment, d'outils de reporting fiabilisés
- Etre force de proposition

Savoir-être professionnel
- Sens de l'innovation et créativité,

- Sens de l’organisation et de l’analyse,
- Sens des relations humaines,
- Sens de l’initiative et de l'autonomie,
- Rigueur et méthodologie, réactivité,
- Etre force de proposition

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **SPEC/FORM/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 23 février 2018

AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

Classification :	Catégorie A
Fonction :	**Chargé de mission contrôle de gestion et contrôle interne (h/f)**
Affectation :	Secrétariat général
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du secrétaire général adjoint - chef de la mission pilotage de la performance
Résidence administrative :	Brest (29) ou Vincennes (94) à définir en fonction du candidat retenu
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :
L'Agence française pour la biodiversité créée le 1er janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Le secrétariat général, situé sur 3 sites (Vincennes, Brest et Montpellier), est composé de 3 départements (RH, Finances et logistique et systèmes d'information) et 2 missions (Pilotage par la performance et conduite d'accompagnement au changement).

La mission pilotage par la performance (MPP) intègre principalement les missions de contrôle de gestion, de contrôle interne, de démarche qualité, de pilotage du système d'information de contrôle de gestion, d'élaboration et suivi d'indicateurs.

Outre le chef de mission, la MPP comprend actuellement 4 personnels : deux chargés de mission « contrôle de gestion, contrôle interne et gestion de projets », un chargé de mission qualité et un archiviste.

Au sein de cette équipe la personne recrutée aura pour missions principales le contrôle de gestion et le déploiement du contrôle interne ainsi que de l'élaboration et du suivi des indicateurs stratégiques de l'établissement.

Description du poste

Mission :

- Participer à l'élaboration et à la mise en place d'une stratégie de contrôle de gestion
- Contribuer à mettre en place et animer le système d'aide au pilotage et à la performance
- Participer à la mise en place et au développement de la mission de contrôle interne au sein de l'établissement
- Participer à la définition des orientations stratégiques par l'analyse et la mise en place d'indicateurs de performance de l'activité permettant d'optimiser l'efficacité, l'efficience et la qualité de service de l'établissement.
- Contribuer à mettre en adéquation les moyens engagés et les objectifs cibles
- Contribuer au pilotage des processus de programmation budgétaire et de programmation des activités

Activités principales :

Suivi d'activités :
- Apporter un appui à l'ensemble des directions de l'établissement dans le suivi de leurs activités
- Participer à la définition de la nomenclature d'activités
- Appuyer la programmation d'activités de manière transversale à l'ensemble de l'établissement, selon la nomenclature d'activités
- Définir des indicateurs d'activités (notamment relatifs au contrat d'objectifs stratégiques et opérationnels de l'établissement),
- Contribuer à la mise en place et à l'évolution des systèmes d'information de contrôle de gestion
- Etablir des tableaux de bord de pilotage, alimenter et consolider le rapport annuel de performance
- Suivre la mise en œuvre du suivi des temps par activité

Programmation budgétaire :
- Définir et sécuriser le processus budgétaire au sein de l'établissement
- Traduire la programmation d'activités en prévision budgétaire pluriannuelle par destination, en AE-CP et en moyens humains (ETPT et masse salariale)
- Procéder au suivi de l'exécution budgétaire permettant une maîtrise financière et facilitant les modifications de prévision budgétaire en cours d'année

Dialogue de gestion :
- Animer les dialogues de gestion
- Animer le réseau des correspondants au sein de l'établissement
- Animer ou participer aux réunions de pilotage par la performance

Contrôle interne :
- Déployer le contrôle interne des activités de l'établissement (cartographie des processus, cartographies des risques, organigrammes fonctionnels, fiches de procédures, etc.)
- Mettre en place des processus de collecte de données, fiabiliser et organiser les données collectées,
- Participer au déploiement du contrôle interne comptable et financier en collaboration avec l'agence comptable et les services généraux ;
- Participer à la définition des indicateurs de pilotage, garantir leur fiabilité et assurer leur suivi

Relations liées au poste

Relations internes

Secrétaire général / directeur général/directeur général adjoint
Chefs de départements et agents des départements du SG
Directions métiers : directeurs, responsables d'activités, chargés de missions
Agents de l'établissement

Relations externes

Tutelle : Ministère chargé de l'écologie, contrôleur budgétaire
Autres établissements publics
Autres contacts externes, prestataires

Profil recherché

Formation licence / Master 2
3 à 6 ans d'expérience dans les domaines de compétence

Compétences et qualités requises

Connaissances :
- Contrôle interne
- Contrôle de gestion
- Finances publiques

Savoir-faire opérationnel
- Maîtriser les principes du contrôle interne et du contrôle de gestion
- Animer et encadrer des groupes de travail
- Maîtriser les méthodes et outils de conduite de projet
- Conduire un projet transversal
- Communiquer et convaincre

Savoir-être professionnel
- Autonomie, rigueur
- Très bonne capacité d'anticipation, d'organisation et de décision
- Très bonne capacité d'analyse et de synthèse
- Bonne aptitude à la rédaction et à l'expression orale
- Polyvalence et capacité à travailler en équipe

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **SG/CTRL/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 23 février 2018

Date : 12/01/2018

Poste à pourvoir	**Technicien en biologie moléculaire (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Sécurité des Aliments, site de Maisons-Alfort
Département des Contaminants microbiologiques des aliments
Plateforme IdentyPath (IDPA)

Missions / contexte

L'Anses contribue notamment à assurer la "sécurité sanitaire des aliments" en développant des méthodes permettant d'apprécier l'innocuité des produits alimentaires, c'est-à-dire en s'assurant que leur consommation n'aura pas de conséquences néfastes sur la santé. Le laboratoire de Sécurité des Aliments de Maisons-Alfort participe dans son domaine de compétence, à l'accomplissement des missions de référence, de recherche, de surveillance et d'expertise scientifique et technique de l'Anses. Ce laboratoire héberge en particulier la plateforme IdentyPath de l'Agence en charge du développement des approches moléculaires haut débit. IdentyPath est une plateforme nationale d'identification et de typage des agents pathogènes basée sur la mutualisation et le développement des approches de séquençage (NGS) et de qPCR haut et moyen débit. La création de cette plateforme d'analyse moléculaire répond à la nécessité de développement d'outils de diagnostic rapides, sensibles et de large spectre pour la réalisation des missions de référence, d'expertise et de surveillance des laboratoires de l'Agence.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du responsable de la plateforme, le « Technicien » est en charge d'activités de biologie moléculaire (qPCR haut débit, séquençage NGS et analyses bio-informatique). Le technicien devra posséder de très bonnes compétences en biologie moléculaire. Il interviendra dans l'analyse des acides nucléiques extraits à partir d'échantillons complexes ou de souches isolées. Il contribuera en particulier aux projets de recherche et développement sur *E. coli* en développant des outils d'appréciation moléculaire des risques liés aux E. coli productrices de Shiga-toxines (STEC ou VTEC) pathogènes pour l'homme.

Activités

L'activité de l'agent visera notamment à :

- Contribuer à la réalisation des travaux de qPCR haut et moyen débit sur BioMark (Fluidigm), LightCycler 1536 (Roche) et GeneDisc Cycler (Pall)
- Contribuer à la réalisation technique des projets de séquençage NGS sur le MiSeq (Illumina) et sur l'Access Array (Fluidigm)
- Contribuer à la rédaction de protocoles et de rapports techniques et à la valorisation des travaux
- Assurer l'entretien courant des différents appareils et de leurs périphériques.
- Gérer les stocks en consommables de laboratoire
- Respecter la mise sous assurance qualité

Conditions particulières

- Port d'équipement de protection individuelle (EPI)
- Respect des règles de confidentialité
- Manipulation de produits dangereux

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +2/3 en biologie souhaitée ayant une formation en biologie moléculaire et microbiologie
Minimum bac

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine de la qPCR haut débit et le séquençage NGS
- Une première expérience en laboratoire de biologie moléculaire est souhaitée

Compétences

- Avoir des connaissances générales en biologie moléculaire et génomique
- Connaitre et Maîtriser dans le cadre d'une utilisation de routine les techniques de biologie moléculaire comme la qPCR haut débit et le séquençage NGS
- Maitriser les outils informatiques et bio-informatiques pour l'analyse des séquences nucléiques
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Curiosité scientifique
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Autonomie et esprit d'initiative
- Aptitude organisationnelle, rigoureux (se) et dynamique
- Bonne connaissance de l'anglais scientifique.
- Force de proposition
- Connaissances et vigilance sur les règles d'hygiène et de sécurité.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 2 février 2018

Renseignements sur le poste : Patrick FACH patrick.fach@anses.fr ; Tel : 01 49 77 28 13

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-003 à :** recrutement@anses.fr

Date : 19/01/2018

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction de l'évaluation des risques (DER) Unité d'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.
Missions / contexte	Sous la responsabilité du chef d'unité, l'Unité d'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux (UERSABA) comprend huit agents. Elle assure l'animation, la coordination scientifique et le suivi des travaux de deux Comités d'experts spécialisés « Alimentation animale » et « Santé et bien-être des animaux », ainsi que des groupes de travail (GT) thématiques qui leur sont rattachés.. Elle assure la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le coordinateur d'expertise scientifique a pour mission d'assurer la préparation et le suivi de l'expertise collective et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux.

Activités

En collaboration avec les autres scientifiques de l'unité :

• Analyser et assurer le cadrage des saisines, piloter leur traitement dans le cadre de l'expertise collective réalisée par les Comité d'experts spécialisés « Santé et bien-être des animaux » et « Alimentation animale » et par les groupes de travail qui lui sont rattachés.

• Produire des avis scientifiques et recommandations de l'Anses dans les domaines de la santé animale, de l'alimentation et du bien-être des animaux, sur la base des rapports d'expertise collective.

• Outre les aspects d'organisation et de coordination de collectifs d'experts, l'activité du coordinateur scientifique d'expertise inclut dans de nombreux cas des recherches bibliographiques, la mise en œuvre de méthodes d'analyse de risque, ainsi que des travaux de synthèse et de rédaction, à partir des contributions des experts et/ou en appui aux GT thématiques.

• L'agent recruté pour ce poste sera également en charge de travaux statistiques en lien avec les données quantitatives fournies dans les saisines.

• Certaines saisines, portant sur des sujets d'actualité, sont traitées dans le cadre d'une cellule d'urgence où l'implication du coordinateur scientifique d'expertise comprend la rédaction complète des projets d'avis.

• Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité applicables à l'expertise collective, dans le cadre de la politique qualité de l'Anses ;

• Assurer les activités de veille dans les domaines d'activité de l'Unité ;

• Participer à la communication scientifique sur les avis et rapports produits par l'Agence.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts* ;

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Formation en biologie (vétérinaire, médecin, universitaire, …) avec formation en épidémiologie quantitative
Bac+3 minimum

Expériences similaires : Une première expérience dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : épidémiologie, analyse de risques, infectiologie, productions animales, serait appréciée. Cette expérience pourrait consister en une thèse d'université.

Compétences

- Compétences en statistiques appliquées à l'épidémiologie
- Connaissance des grandes problématiques de productions animales ;
- Connaissance de l'environnement réglementaire de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux ;
- Aptitude à la démarche et au raisonnement scientifique ;
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale ;
- Capacité d'analyse et de synthèse ;
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale) ;
- Maitrise de l'outil informatique, y compris statistique (pack office, logiciels type « R », SAS, Stata).
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe ;
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique ;

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 9 février 2018

Renseignements sur le poste : UERSABA - Charlotte DUNOYER (charlotte.dunoyer@anses.fr).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2018-004 à recrutement@anses.fr**

Date : 19/01/2018

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés à l'air (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité d'évaluation des risques liés à l'air

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Sous la responsabilité du chef d'unité, l'Unité d'évaluation des risques liés à l'air (UERA) comprend onze agents. L'unité est chargée d'évaluer les risques sanitaires liés aux contaminants des milieux aériens (air extérieur et air intérieur). Elle assure à cet égard, la coordination scientifique du Comité d'Experts Spécialisé (CES) « Evaluation des risques liés aux milieux aériens » ainsi que de plusieurs groupes de travail composés d'experts indépendants qui assistent l'agence dans la mise en œuvre de ses missions d'expertise. Elle contribue par ailleurs à appuyer les autres unités de la direction dans la définition et la collecte de données d'exposition nécessaires à la conduite d'évaluations de risques. Enfin, elle participe à différents travaux scientifiques transversaux.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le coordinateur d'expertise scientifique a pour mission d'assurer la préparation et le suivi d'expertises collectives et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés à l'air. Dans le cadre de ses activités, l'agent sera amené à traiter de diverses thématiques en lien avec la pollution du compartiment atmosphérique (exemple de travaux/thématiques en cours : Toxicité relative des particules en fonction de leur composition physico-chimique ; Identification des polluants émergents dans l'air ambiant ; Risques professionnels liés à la silice cristalline ; Risques sanitaires pour les travailleurs liés aux activités de valorisation des déchets ; Méthodologie d'évaluation des risques sanitaires liés à des bioaérosols…).

Activités

Il est en particulier attendu :

1. **Une contribution à la coordination scientifique de travaux inscrits au programme de travail de la Direction de l'Evaluation des Risques**

- Participer à la coordination du(des) groupe(s) de travail mis en place,
- Interagir avec les experts,
- Animer des réunions de groupe de travail et apporter un appui scientifique,
- Contribuer au suivi administratif du dossier (rédaction de compte-rendu, planification de réunions de travail, mise à disposition de documents pour les experts…),
- Recenser et collecter des données bibliographiques,
- Manipuler, traiter des données scientifiques dans le cadre des travaux réalisés (données d'exposition, réglementation des substances et produits…),
- Contribuer à la rédaction de rapports d'expertise,
- Participer à la restitution des travaux du(des) groupe(s) d'experts en interne et en externe,
- Contribuer à la rédaction des avis de l'Agence, sur la base des travaux d'expertise collective.

2. **Un Appui scientifique et technique aux travaux de l'unité**

- Assurer une veille bibliographique, scientifique, technique, dans les domaines d'activité de l'unité,
- Assurer le suivi des travaux d'expertise avec les demandeurs (ministères de tutelle, associations, etc.)
- Contribuer aux travaux d'expertise scientifique conduits, dans son domaine de compétence,
- Préparer et suivre certains travaux de recherche en appui à la réalisation d'expertises,
- Fournir un appui scientifique dans la définition de matériel de communication,
- Participer à la valorisation des travaux d'expertise produits par l'agence au niveau national ou européen (congrès, comités de normalisation, instances internationales…).

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts* ;

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Docteur, IGS, ingénieur en sciences ou BAC + 5 en sciences (physico-chimie, santé publique, santé-travail, biologie, pharmacie, épidémiologie…) Bac+3 minimum.

Expériences similaires : Une expérience antérieure sera un plus.

Compétences

- Connaissances solides en évaluation des risques sanitaires,
- Connaissances en épidémiologie, santé publique : de telles connaissances seront particulièrement appréciées,
- Connaissances des outils et méthodes de caractérisation/modélisation des expositions,
- Connaissances de la réglementation des produits chimiques (Reach, CLP…),
- Intérêt et forte implication pour les domaines scientifiques traités, notamment la santé-travail et la santé-environnement,
- Aptitudes rédactionnelles et esprit de synthèse,
- Capacité à travailler en équipe,
- Autonomie et rigueur,
- Bon niveau d'anglais.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 9 février 2018

Renseignements sur le poste : Valérie PERNELET-JOLY (valerie.pernelet-joly@anses.fr).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2018-005 à recrutement@anses.fr**

Date : 23/01/2018

Poste à pourvoir	**Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'écotoxicologie/environnement – Biocides/REACH (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 18 mois**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Février 2018**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction Evaluation des Produits Règlementés Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement Biocides - Reach
Missions / contexte	La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché. En ce qui concerne l'évaluation des substances actives et produit biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines. L'Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement Biocides – Reach est chargée de l'évaluation des risques pour l'environnement des substances actives et produits biocides au titre du règlement (CE) 528/2012 ainsi que des substances évaluées dans le cadre du règlement Reach (CE) n°1907/2006. L'équipe est composée de 7 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique sera en charge, dans le cadre de la réglementation Biocides, d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM ainsi que des dossiers de substances actives au niveau français et européen, dans le domaine de l'écotoxicologie et de l'environnement.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à l'écotoxicologie et à l'environnement figurant dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises.
- Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique.
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation de l'Anses.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 3 minimum
MASTER II, DEA ou diplôme d'ingénieur, doctorat en écotoxicologie ou environnement souhaité

Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine de l'évaluation des risques des substances chimiques, des produits biocides ou phytopharmaceutiques appréciée

Compétences

- Connaissances approfondies sur le fonctionnement des écosystèmes et/ou sur le devenir et le comportement des substances dans l'environnement
- Connaissances réglementaires dans le domaine des produits biocides souhaitées
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 13 février 2018

Renseignements sur le poste : Béatrice CHION (beatrice.chion@anses.fr – 01 56 29 18 89)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-008 à :** recrutement@anses.fr

Date : 23/01/2018

Poste à pourvoir	**Préfigurateur au poste de Chef d'unité pathologie des ruminants (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+ (IR1/DR/ …)**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Niort (79)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	**Le poste ouvre le droit à la prime d'encadrement**

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Niort
Préfiguration de la création d'une unité de recherche unique en pathologie des ruminants

Missions / contexte

Dans le cadre de la structuration des activités scientifiques des laboratoires de l'Anses, la direction générale de l'agence a confié au directeur scientifique santé animale et bien-être des animaux et au directeur du laboratoire de Ploufragan Plouzané la mission d'évaluer la possibilité de regrouper l'ensemble des activités de recherche et de référence en pathologie des ruminants (hors maladies de catégorie 1) du laboratoire de Niort en une seule et unique unité de recherche qui regroupera les activités de virologie (IBR et BVD notamment), de bactériologie (paratuberculose notamment), de parasitologie (helmintoses notamment), d'épidémiologie animale et de bien-être des animaux. Ces activités de recherche et de référence seront partagées au sein de cette unité au sein d'une unité mixte de recherche et de référence co-administrée par l'Anses et GDS France dans le cadre de la convention qui unit les deux établissements. Pour assurer la création de cette unité partagée, l'Anses recrute un scientifique de haut niveau qui préfigurera la création de cette unité unique et en prendra la direction lorsque le principe et les modalités de sa création auront été validés par les instances consultatives paritaires et le conseil d'administration de l'agence. L'unité ainsi créée sera rattachée administrativement et scientifiquement à la direction du laboratoire de Ploufragan-Plouzané. Le préfigurateur du poste de chef d'unité a vocation à être le futur chef d'unité et sera appuyé dans sa mission par une directrice de site qui sera chargée notamment des relations institutionnelles du site de Niort avec la région Nouvelle Aquitaine et GDS France. Le chef d'unité adjoint de cette future unité sera désigné parmi les personnels scientifiques mis à disposition du site de Niort par GDS France dans le cadre de la convention qui l'unit à l'Anses. L'unité ainsi préfigurée comprendra une vingtaine de personnes dont 7 scientifiques.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du directeur du laboratoire de Ploufragan Plouzané et avec l'appui de la Directrice de site, le chef d'unité définira la politique scientifique de recherche et de référence de l'unité dans toutes ses composantes. Il assurera le rayonnement national et international de l'unité en garantissant la cohérence et l'excellence scientifique dans les domaines couverts par celle-ci et s'assurera de la mise en œuvre et de la réalisation de l'ensemble des missions de recherche référence, de la valorisation des activités de recherche et de référence (publications internationales à comité de lecture, publications de vulgarisation scientifique, brevets…)

En concertation avec le directeur du laboratoire de Ploufragan Plouzané et en encadrement des scientifiques et de l'ensemble du personnel technique et administratif de l'unité le préfigurateur au poste de chef d'unité est chargé de :

Activités

- **Développer l'animation scientifique, technique, administrative et qualité de l'unité**
- **Rechercher et construire les partenariats scientifiques, institutionnels et professionnels** aux niveaux international, national, régional et local **;**
- **Construire et appuyer les autres scientifiques de l'unité dans la rédaction des projets de recherche de l'unité:** l'évaluation des moyens nécessaires et la recherche de financements ;
- **Construire et diriger les recherches dans ses thématiques de compétence.**
- **Communiquer ses résultats** et appuyer les scientifiques de l'unité pour leur diffusion dans des revues scientifiques internationales et nationales et en participant aux congrès internationaux et nationaux et contribuer au rayonnement de l'unité,
- **Assurer le lien avec les tutelles et les partenaires,** en coordination avec les responsables des LNR et avec le directeur du laboratoire de Ploufragan-Plouzané, pour ce qui concerne les activités de recherche et de référence de l'unité

Conditions particulières

Travail en laboratoire confiné
Mobilisation possible en cas d'urgence sanitaire
Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Docteur en biologie ayant des compétences affirmées en santé animale (ruminants en particulier) et en virologie. Un diplôme de docteur vétérinaire serait un plus.

Diplômes requis : PhD Bac +8. Eventuellement diplôme de docteur vétérinaire et titulaire de l'habilitation à diriger des recherches.

Expériences similaires

- Expérience préalable réussie du montage et de la direction de projet de recherches, et d''encadrement doctoral.
- Expérience en management d'équipe recherchée (relation hiérarchique voire fonctionnelle)
  >> 8 ans minimum

Compétences

- Connaissances scientifiques et connaissance des thématiques de l'unité ;
- Connaissance des institutions dans le périmètre d'intervention ;
- Aptitudes managériales ;
- Maîtrise de la conception de projet et du pilotage en mode projet ;
- Niveau autonome en anglais ;
- Maîtrise des différentes formes de communication scientifique ;
- Sens des responsabilités, aptitude à rendre compte ;
- Aptitudes organisationnelles.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 15 février 2018

Renseignements sur le poste : Nicolas ETERRADOSSI nicolas.eterradossi@anses.fr (02 96 01 62 88 – 06 25 81 49 41) ou Jaquemine VIALARD jaquemine.vialard@anses.fr (05 49 79 96 40 - 06 74 35 80 21)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-009 à :** recrutement@anses.fr (copie obligatoire à nicolas.eterradossi@anses.fr et jaquemine.vialard@anses.fr)

Date : 18/01/2018

Poste à pourvoir	**Chef d'unité Coordination Intrants du végétal (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement ou affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des produits réglementés, (DEPR)
Unité Coordination Intrants du végétal

Missions / contexte

La DEPR assure les actions d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et des bénéfices en matière de substances actives et produits phytopharmaceutiques, de macro-organismes non indigènes utiles aux végétaux et introduits dans l'environnement, de substances actives et produits biocides, de fertilisants, de supports de culture, et de produits assimilés.
La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR intervient également dans son domaine de compétence en réponse aux saisines adressées à l'agence et pilote des études de recherche et développement dédiées à l'amélioration des méthodologies d'évaluation des risques.
Les unités de coordination sont chargées d'organiser l'évaluation scientifique des demandes d'approbation de substances actives et d'autorisation de mise sur le marché de produits. Elles s'assurent de la cohérence des évaluations, dans le respect des réglementations européennes et nationales.
L'équipe est composée de 23 agents, dont 2 adjoints au chef d'unité.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Le chef d'unité assure le pilotage de la coordination scientifique et technique des évaluations de dossiers d'intrants du végétal.

Il est assisté de 2 adjoints, et encadre hiérarchiquement une équipe de 24 personnes.

Activités

- Assurer l'encadrement et l'organisation du travail de l'unité (scientifiques de niveau Bac+5 à Bac+8)
- Manager l'équipe, valoriser les compétences des agents et optimiser les ressources allouées
- Assurer la planification, le suivi et la finalisation de l'évaluation des dossiers de produits phytopharmaceutiques, MFSC, macro-organismes et les transmettre aux instances nationales et européennes compétentes
- S'assurer de la mise en œuvre des procédures et référentiels qualité, du respect des délais règlementaires
- Mettre en œuvre au niveau de l'unité la politique qualité de l'agence
- Contribuer aux évolutions réglementaires en renforçant la position de l'Agence au niveau national et européen, et en être le relai pour l'unité et les unités d'évaluation
- Assurer une veille technique et règlementaire dans son périmètre d'intervention
- Représenter l'Agence dans des réunions et des instances nationales et européennes
- Organiser les travaux des collectifs d'experts dans le domaine concerné
- Participer à la mission d'interface avec les parties prenantes, les industriels, les unités d'évaluation et les autres entités de l'Agence
- Optimiser les ressources et les processus de l'unité
- Produire les indicateurs d'activité de l'unité
- Assister la direction de la DEPR dans l'élaboration du programme de travail et le pilotage des activités
- Apporter conseil et expertise dans son périmètre d'intervention

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : MASTER II, DEA ou diplôme d'ingénieur, docteur en Pharmacie, docteur Vétérinaire ou docteur es Sciences

Expériences similaires

- Expérience professionnelle confirmée d'au moins 7 ans, par exemple dans le domaine des produits chimiques, pharmaceutiques, phytopharmaceutiques ou biocides.
- Expérience en management d'équipe

Compétences

- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation, respect des délais.
- Maîtrise des techniques de management d'équipe
- Maîtrise des techniques de management de projet
- Facultés d'analyse, de synthèse, de pédagogie et d'anticipation des évolutions réglementaires ou méthodologiques
- Aptitudes à la communication orale et écrite
- Capacités d'écoute, de gestion des conflits et de négociation
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique.
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 8 février 2018

Renseignements sur le poste : Agnès LEFRANC agnes.lefranc@anses.fr
ou Thierry MERCIER thierry.mercier@anses.fr .

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-006 à :** recrutement@anses.fr

Janvier 2018

OFFRE D'EMPLOI

Ingénieur d'études en calcul scientifique et télédétection 3D au Laboratoire de l'inventaire forestier

A la direction de la recherche et de l'enseignement de l'IGN

DRE/LIF

L'Institut national de l'information géographique et forestière*[1] (IGN) est l'opérateur de l'État en matière d'information géographique et forestière de référence, certifiée neutre et interopérable. L'Institut développe en permanence de nouveaux référentiels, produits et géoservices, répondant aux besoins croissants et évolutifs en données cartographiques et en informations géolocalisées.

Puissant acteur public du numérique pour la description multithématique du territoire, l'IGN intervient en appui de la définition, de l'évaluation et de la mise en œuvre des politiques publiques en relation avec différents domaines et dispose de compétences particulières sur la forêt.

L'innovation est au cœur de la stratégie de l'IGN au travers de ses cinq laboratoires de recherche, de son école (ENSG), de son accélérateur de projets de géoservices numériques (IGNfab), de ses experts forestiers et des prestations réalisées par IGN Conseil, IGN Espace et les travaux spéciaux de géodésie-nivellement.

Contexte du poste

Une partie des activités de recherche du Laboratoire d'Inventaire Forestier (LIF) porte sur l'exploitation conjointe des points d'inventaire de terrain du programme d'inventaire forestier national, et de données de télédétection. Ces activités visent à :

1) rendre l'inventaire forestier statistique national **exploitable à des échelles opérationnelles** (bassins d'approvisionnement), notamment par le développement de la **méthode d'inventaire multisource** (MS-NFI) et l'exploitation de données spatiales à haute résolution, comme les modèles numériques de hauteur issue l'imagerie aérienne (photogrammétrie et Lidar aéroporté);

2) intégrer des résultats nouveaux dans l'inventaire forestier national répondant aux besoins émergents relatifs à la **quantification carbone et bois énergie**, notamment le volume aérien total des arbres et ses ventilations par compartiments d'intérêt économique, estimés à partir de placettes d'inventaires terrain numérisées par **lidar terrestre**.

Ces recherches nécessitent un travail d'ingénierie pour l'adaptation et le transfert des méthodes, le développement de nouveaux outils de calcul et d'analyse. Elles se feront donc en interface avec services de production (notamment Service de l'Inventaire Forestier Environnemental (SIFE), Service des Bases de Données Vecteur (SBV), Départements d'Expertise et Prestation (DEP)) et certaines équipes de recherche (MATIS, LOEMI).

Sur le plan des développements méthodologiques, l'activité peut faire l'objet de collaborations locales avec des équipes de l'INRA, et de l'ONF (Dpt RDI).

1 L'IGN est un établissement public administratif placé sous double tutelle des ministres chargés du développement durable et des forêts. - Pour plus d'informations : www.ign.fr

Le recrutement d'un ingénieur spécialisé en calcul scientifique (traitement mathématique, numérique et statistique des données issue des différentes sources d'imagerie, en combinaison avec les données de terrain du programme d'inventaire) permettra de renforcer le laboratoire en programmation scientifique et mathématiques appliquées, d'appuyer de façon pérenne le développement et l'adaptation de méthodes de traitement et d'analyse initiés dans des projets de recherche contractuels, et de favoriser le transfert opérationnel des résultats vers la production.

Missions

Le Laboratoire de l'inventaire forestier recherche un ingénieur d'études en calcul scientifique et télédétection 3D.

Objectifs :

1) la mise au point de méthodes statistiques d'inventaire multisource, incluant le développement de méthodes de traitement de données spatialisées et la mise au point de méthode de calcul de masse ;
2) l'analyse de nuages de point 3D, incluant prioritairement le Lidar terrestre et le développement de modèles statistiques de volume aérien des arbres, puis le lidar aéroporté et la photogrammétrie numérique ;
3) l'élaboration de projets de recherche en matière de cartographie/spatialisation d'informations forestières et leur valorisation;
4) l'encadrement et la formation scientifique et technique d'étudiants ;
5) la diffusion des nouvelles méthodes vers les services de production de l'IGN.

Profil recherché

Ingénieur/Master dans les domaines des mathématiques appliquées, de la géomatique ou de la géodésie (par ex. ENSG, ESGT, écoles d'informatique) i) avec expérience en calcul scientifique et traitement de nuages de points 3D, et ii) intérêt pour les applications forestières.

Les candidatures de niveau doctorat dans les compétences concernées sont également encouragées.

Conditions

Catégorie : fonctionnaire catégorie A ou CDD 3 ans

Prise de poste : 1er juin 2018

Lieu de travail : Nancy (54)

Contact

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation + CV) à :

recrutement-mobilite@ign.fr

sous la référence **PSA_INGET_LIF_NANCY**

Renseignements : M. Jean-Daniel BONTEMPS : 01 43 98 62 66

M. Patrice SAUTAREL : 01 43 98 82 24

Date de fin de publication : 27 avril 2018.

ONCFS **31/01/2018**
Avis n°18-07-DAF

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI à compter du 1er avril 2018
A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité
ou par voie de détachement
Poste ouvert aux contractuels sous quasi statut

Catégorie :	Catégorie B
Fonction :	Gestionnaire de paye (F/H)
Affectation :	Direction des Affaires Financières / Département Dépenses et Paye
Résidence administrative :	Saint Benoist – Auffargis (près de Rambouillet 78) - Non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site Internet : http://www.oncfs.gouv.fr

Il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales) rassemblant 1500 agents répartis sur l'ensemble du territoire.

La Direction des Affaires Financières (DAF) est constituée de 5 départements et représente une cinquantaine de personnes :

- Le Département Budget et Performance
- Le Département Recettes et Partenariat
- Le Département Achat et Approvisionnement
- Le Département Patrimoine Immobilier
- Le Département Dépenses et Paye

Le Département Dépenses et Paye est composé de deux secteurs : le secteur Dépenses et le secteur Paye.

Le Département est constitué de 17 agents, répartis en deux secteurs - paye et dépenses.

Description de l'emploi

Sous l'autorité hiérarchique de la Responsable du Secteur paye du Département dépenses et paye (DDP), assure la liquidation des traitements et des salaires, procède aux déclarations et participe aux contrôles généraux, à mener au titre des contrôles internes et de ceux dits de qualité.

Activités principales

- **Instructions de dossiers administratifs ou techniques**
  - Liquider les traitements d'un groupe d'agents de l'ONCFS, les charges sociales et fiscales correspondantes, les allocations chômage,
  - Préparer et envoyer les attestations de salaires destinées aux CPAM, finaliser les déclarations des cotisations y compris la DADSU et les dossiers dits des emplois aidés,
  - Réaliser des simulations de salaires principalement demandées par le Département recettes et partenariat,
  - Mandater ou émettre des titres de recette,
  - Réaliser des études, regroupements d'informations et analyses nécessaires dans les domaines de compétences du Département dépenses et paye,
  - Rechercher des solutions administratives aux problèmes rencontrés par les agents ou services locaux,
  - Instruire les dossiers relatifs au frais de changement de résidence,
  - Rédiger et traiter les courriers, classer et archiver tous les documents de paye.

- **Secrétariat et assistance administrative**
  - Assurer l'information de premier niveau des interlocuteurs internes et externes
  - Former les agents affectés pour une durée déterminée ou indéterminée au secteur paye.

Conditions particulières d'exercice

Règles de confidentialité et discrétion
Activité nécessitant un temps plein et des horaires modulables sur le mois pour tenir compte de certaines contraintes de service et de temps.

Profil attendu

Connaissances	Contexte et environnement professionnel (capacité à intégrer les missions et principales problématiques du secteur). Bonne connaissance des travaux de paye et de déclaration. Bonne connaissance des procédures et de la réglementation correspondante. Techniques de secrétariat bureautique. Techniques de communication avec le public.
Savoir faire	Capacité à intégrer le vocabulaire professionnel, les procédures administratives (dont le fonctionnement des logiciels du secteur) et le fonctionnement du service. Travailler en équipe en assurant une assistance permanente du Responsable du Secteur paye et du Chef de la division ordonnancement. Maîtriser les procédures administratives de gestion, de la paye, et les outils bureautiques. (Word, Excel, Power Point, Astre, BO). Rédiger et mettre en forme des documents. Etre capable de rendre compte et savoir gérer les priorités. Faire preuve d'autonomie et d'initiative et de capacités d'adaptation. S'adapter aux différents interlocuteurs en faisant preuve de pédagogie et de diplomatie. Faire preuve de rigueur, de logique, de méthode et d'organisation.
Savoir-être	Goût pour le contact humain. Autonomie et dynamisme. Esprit d'initiative. Discrétion professionnelle.

Etre titulaire d'un titre ou diplôme classé au moins au niveau IV (BAC), ou d'un titre ou diplôme équivalent.
Une première expérience significative de gestionnaire de paye est souhaitée.

Contact et modalités de candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

Madame Sylvie BERTIN, Chargée du secteur paye, Adjointe au chef du Département dépenses et paye, par téléphone au 01.30.46.54.85 ou par courriel à sylvie.bertin@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 23 février 2018** - terme de rigueur - selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer

Par voie électronique à l'adresse suivante : **recrutement@oncfs.gouv.fr**
ou
Par voie postale sous le timbre suivant :
Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Parc national des Cévennes

APPEL A CANDIDATURE

Responsable du pôle Forêt

au sein du service *Développement durable*

Statut

Poste de catégorie A ouvert *exclusivement* aux fonctionnaires ou assimilés.

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 3 000 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 120 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 111 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère associant conservation et développement, et récemment en Bien du Patrimoine Mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants.

L'établissement public du Parc national des Cévennes a élaboré avec les partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui va faire vivre ce triple classement dans un projet de territoire à 15 ans. Il compte au 1er janvier 2018, 76,5 postes (en équivalent temps plein).

Le Parc national des Cévennes est un parc majoritairement boisé (près de 70%). La forêt contribue donc significativement à l'économie locale, la filière bois générant de nombreux emplois directs et indirects. En outre, les forêts sont gérées pour leur rôle de protection et de lutte contre l'érosion. Sans remettre en cause ces vocations, le Parc national travaille à garantir une prise en compte de la biodiversité et des paysages dans les actions de gestion sylvicole.

Sur les massifs de l'Aigoual, du Mont-Lozère, du Bougès, de Fontmort, également dans les Gorges du Tarn, l'État a engagé des travaux de restauration des terrains de montagne à la fin du XIXe siècle. Ceux-ci ont d'abord visé à reboiser les zones en pente, particulièrement sensibles à l'érosion. Ce reboisement s'est étendu ensuite à tous les types de terre, des pentes plus douces aux plateaux et aux bas-fonds humides, ainsi qu'à des milieux tourbeux. Les essences principales de reboisement ont été le sapin, les différents pins, l'épicéa, le mélèze. Le hêtre s'est développé à partir des hêtraies relictuelles. Pour ce faire, l'État a procédé par acquisition foncière portant à 55 000 ha la surface de forêt domaniale dans l'espace Parc.

D'autres projets de reforestation ont été menés à compter des années 60, dans le cadre du fond forestier national, sur des terrains privés et communaux. Le pin noir d'Autriche est la principale essence du reboisement sur les Causses et dans les gorges du Tarn. Ailleurs, le pin laricio de Corse, le Douglas et dans une moindre mesure l'épicéa et le sapin sont les essences majoritaires des reboisements. La surface forestière s'est également accrue par extension naturelle du pin sylvestre en versant nord du Mont-Lozère, et des taillis de châtaignier et de chêne dans les vallées cévenoles.

Positionnement du poste au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et veille du territoire / Développement durable / Accueil et sensibilisation.

Les personnels sont répartis entre le siège, situé à Florac et 4 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère / Vallées cévenoles.

Le poste de chef de pôle forêt est à pourvoir au sein du service *Développement durable*.

Le **service *Développement durable*** comprend trois pôles : Forêt / Agri-environnement / Architecture-Urbanisme-Paysage et rassemble 18 personnes dont 8 affectés à des massifs.

Il est notamment chargé pour l'établissement de :

- la politique en matière d'eau
- la politique en matière de chasse, de pêche et de cueillette
- la politique agri-environnementale, et notamment agropastorale (Pôle Agri-environnement)
- la politique forestière (Pôle Forêt)
- la politique en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- les travaux relatifs au patrimoine immobilier (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage)
- l'instruction et du suivi des demandes d'autorisation dans tous ses domaines

Missions

Placé sous l'autorité hiérarchique du chef de service *Développement durable*, **le responsable de pôle Forêt** est basé à Florac-Trois-Rivières (48) au siège du Parc national.

Le **pôle Forêt** est chargé de la définition et la mise en œuvre de la politique forestière du parc. Piloté par le responsable de pôle, il rassemble deux techniciens *Forêt*, affectés aux massifs et éventuellement des agents recrutés sur des projets spécifiques (ex : forêts anciennes).

Le **pôle Forêt** assure notamment :

- le suivi des aspects réglementaires liés aux milieux forestiers et à leur gestion : instruction des demandes d'autorisation pour coupes et travaux, procédures de police administrative en cas de manquements ;
- l'appui à l'élaboration des documents de gestion durable des forêts : réalisation de diagnostics écologiques pour les propriétaires ou l'ONF révisant leurs plans de gestion, utilisation de l'IBP, concertation de terrain… ;
- la promotion d'une gestion équilibrée des milieux forestiers visant à la fois le développement de l'économie du bois tout en préservant la biodiversité et les paysages (ex : travail en futaie irrégulière, charte des bonnes pratiques pour la récolte de bois ; cartographie et préservation des vieilles forêts et forêts anciennes, travaux d'intérêt écologique en milieu forestier…) ;
- les relations et le développement des partenariats avec l'ONF, les services de l'Etat et les organismes professionnels de la forêt et de la filière bois ;
- la participation aux instances du Parc (dont le secrétariat de la commission *Forêt*), aux travaux en inter-parcs et avec l'AFB, et au réseau MAB sur les questions forestières ;
- la participation à la politique de communication et de sensibilisation du territoire sur les enjeux touchant aux forêts, en lien avec le service *Accueil et Sensibilisation*.

Outre la coordination des missions précédemment citées, le responsable de pôle gère le budget dédié à ses activités et assure l'encadrement des agents du pôle en veillant à la bonne valorisation des compétences disponibles et le suivi des objectifs individuels, ainsi que des stagiaires et contractuels éventuels qui renforcent le pôle sur des missions ou projets particuliers.

Il contribue, notamment via le chef de service, au dialogue avec les délégués territoriaux afin d'accompagner au mieux les projets du territoire (notamment ceux formalisés dans les conventions d'application de la charte passées avec chaque collectivité) et avec les autres services (ex : instruction des demandes de travaux en lien avec le service *Connaissance et Veille du territoire*).

Pour mener à bien ses missions :

- il participe aux réunions du service dans un but de coordination et de mise en cohérence des interventions ;
- il réunit régulièrement l'équipe du pôle ;
- il veille à assurer un contact régulier avec les partenaires ;
- il participe en tant que de besoin aux instances de l'établissement, de l'Agence française pour la biodiversité, du Bien classé *Causses & Cévennes* et du réseau MAB,;
- il veille à assurer une transmission fluide des informations tant à sa hiérarchie qu'aux délégués territoriaux pour tout projet concernant leur massif.

Des déplacements sont à prévoir tant sur les massifs que ponctuellement à l'échelle régionale ou nationale.

Compétences recherchées

- Bonnes connaissances en matière de gestion forestière
- Bonnes connaissances en écologie forestière
- Bonne connaissance du monde rural
- Compétences en encadrement
- Capacité à élaborer, gérer et accompagner des projets
- Très bonnes capacités rédactionnelles
- Goût du contact et aisance relationnelle
- Capacité de communication, de négociation et d'animation
- Aptitude au travail en équipe
- Maîtrise des logiciels courants de bureautique
- Compétences souhaitées en saisie et en utilisation de données SIG

Statut, diplômes, expérience et niveau de formation requis

- Formation niveau master ou ingénieur et/ou expérience requise dans le domaine de la gestion durable forestière et de la préservation des écosystèmes forestiers.
- Expérience de 5 ans minimum dans le domaine forestier si possible en lien avec l'ONF et/ou les partenaires de gestion forestière.
- Poste ouvert aux agents titulaires de catégorie A de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de détachement ou de mutation.
- Permis de conduire B

Disponibilité

Poste vacant à compter du 1er avril 2018.

Modalités de dépôt et de suivi des candidatures

Les candidats adresseront une lettre de motivation, un curriculum vitae ainsi qu'un arrêté de situation administrative, **avant le 1er mars 2018**

- **par courriel avec accusé de réception à : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr**
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
  Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC-TROIS-RIVIERES

Une première sélection des candidats se fera sur dossier. La direction convoquera les candidats sélectionnés pour une **audition le vendredi 9 mars 2018.**

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à :

Mme Céline BILLAULT, secrétaire générale, tél : 04 66 49 53 28, celine.billault@cevennes-parcnational.fr

Parc national des Cévennes

Appel à candidature
Délégué(e) territorial(e) Mont-Lozère

Statut

Poste ouvert uniquement aux fonctionnaires de catégorie A (fonction publique d'Etat ou territoriale) et assimilés (quasi-statut).

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 3 000 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 120 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 111 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère associant conservation et développement, et récemment en Bien du Patrimoine Mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants.

L'établissement public a élaboré avec les partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui va faire vivre ce triple classement dans un projet de territoire à 15 ans.

L'établissement public compte 76,5 postes (en équivalent temps plein) au 1er janvier 2018.

Par ailleurs, le Parc national abrite une population de plus de 67 000 habitants. Leur répartition sur les 120 communes est contrastée : zones rurales à faible densité d'une part, secteurs sous influence urbaine d'autre part. Implanté dans une région peu peuplée et soumise pendant plus d'un siècle à un exode intense, le territoire connaît désormais une dynamique migratoire positive, amorcée dans les années 90.

Positionnement du poste au sein du Parc national des Cévennes

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et Veille du territoire / Développement durable / Accueil et Sensibilisation.

Il est présent à Florac-Trois-Rivières avec son siège et sur 4 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère / Vallées cévenoles.

Le poste de Délégué territorial Mont-Lozère est à pourvoir, avec un rattachement direct à la direction. Il est basé à Génolhac (30).

Missions

Placé sous l'autorité hiérarchique de la directrice, **le délégué territorial Mont-Lozère** est affecté au massif mont-Lozère, composé de 2 communes de la communauté de communes *des Cévennes au mont-Lozère* et de 10 communes de la communauté de communes *Mont-Lozère*.

Il représente la direction de l'établissement public sur son territoire de compétence.

Le **délégué territorial Mont Lozère** est chargé de :

- la représentation institutionnelle de l'établissement sur son territoire de compétences et la relation de coordination étroite et permanente entre l'établissement public et les collectivités territoriales,
- la coordination des actions de l'établissement sur le massif, notamment par l'animation de l'équipe de massif du Mont Lozère, et la bonne circulation des informations en son sein,
- la relation partenariale sur les dossiers du territoire avec les services déconcentrés de l'Etat et les organismes départementaux ou régionaux,
- l'identification des besoins du territoire et le lancement de projets, en apportant une ingénierie de projet et en impulsant les politiques prioritaires de l'établissement en relation avec les chargés de mission concernés,
- l'élaboration, le pilotage et le suivi des conventions d'application de la charte passées avec chaque collectivité,
- l'appui aux collectivités pour leur planification et la conduite de projets transversaux liée à leur adhésion (documents d'urbanisme, règlementation de la publicité, règlementation de la circulation motorisée en milieu naturel, gestion de sites paysagers ou naturels, mise en œuvre des mesures de la charte liées aux engagements collectifs et individuels des communes…),
- l'ingénierie de projet autour du devenir de la Maison du Mont-Lozère, co-propriété de l'établissement et de la commune du Pont-de-Montvert-sud-mont-Lozère : animation du groupe de travail, recherche de financements, mise en œuvre du projet…
- la gestion des moyens matériels partagés localement au siège de massif, notamment en lien avec le technicien chargé de la gestion du patrimoine de l'établissement et le secrétariat général.

Par ailleurs, le **délégué territorial Mont-Lozère** est le chef de projet au niveau de l'ensemble du territoire du Parc national sur les actions suivantes :

❖ **coordinateur de la Réserve de biosphère des Cévennes**

Le territoire du Parc national des Cévennes a obtenu la désignation de Réserve de biosphère (RB) auprès de l'UNESCO en 1985. L'EP PNC est la structure gestionnaire de la RB, à ce titre il vieille à la mise œuvre du programme scientifique « Homme et Biosphère » sur son territoire en impliquant et mobilisant la population locale.

Le coordinateur de la RB est chargé d'assister la direction de l'EP PNC dans cette mission. A ce titre :

- il rédige les rapports rendant compte de cette action auprès du conseil international de coordination (rapport d'examen périodique) nécessaires au maintien de cette désignation,
- il représente la RB des Cévennes au sein des réseaux national et international des RB aux côtés d'un administrateur de l'établissement,
- il organise avec l'association MAB France l'accueil de délégations originaires d'autres RB,
- il informe les équipes de l'EP PNC des expériences vertueuses expérimentées dans d'autres RB,
- il impulse et coordonne des actions, répondant au programme MAB : les Trophées du Parc national des Cévennes, suivi de thèse ou de projet de recherche…

❖ **référent au sein du réseau des DT sur les thématiques Forêt**, **Urbanisme, Architecture et Eau**

Pour mener à bien ses missions :

- il participe aux réunions bimensuelles du comité de direction de l'EP PNC. A ce titre, il contribue à l'élaboration des politiques menées par le parc, il a une bonne connaissance de l'ensemble des interventions de l'établissement public et apporte à la direction et aux chefs de service un retour sur les politiques menées sur le terrain,
- il réunit l'équipe du massif Mont-Lozère tous les 15 jours,
- il veille à assurer un contact régulier avec les représentants des instances de l'établissement public inclus dans son territoire d'intervention,
- il s'assure d'un travail collaboratif avec les agents de développement de son secteur,
- il sollicite les services de l'EP PNC, afin d'accompagner au mieux des projets du territoire.

Pour toutes ces activités, il peut être amené à :

- encadrer des stagiaires et des agents contractuels à durée déterminée,
- participer aux manifestations et interventions extérieures de l'établissement,
- effectuer de nombreux déplacements sur le massif, à Florac-Trois-Rivières mais aussi à l'échelle du département ou de la région.

Les missions pourront être amenées à évoluer, notamment en fonction des moyens et missions attribués aux Parcs nationaux. Le profil de poste serait alors redéfini en fonction des nouveaux besoins de l'établissement.

Compétences recherchées

- Très bonne connaissance du fonctionnement des collectivités territoriales et des politiques d'aménagement du territoire,
- Très bonne connaissance des politiques publiques en matière de développement durable,
- Bonne connaissance du monde rural,
- Excellent relationnel,
- Excellente expression orale, y compris pour de la prise de parole en public,
- Capacité de négociation et d'animation et force de conviction,
- Maîtrise des techniques rédactionnelles,
- Aptitude au travail en équipe et en réseau,
- Compétences en encadrement,
- Esprit d'initiative, sens des responsabilités et de l'intérêt général,
- Sens de la rigueur, de l'organisation,
- Maîtrise des logiciels informatiques courants de bureautique,
- Maîtrise des SIG, au moins en consultation

Diplômes, expérience et niveau de formation requis

- niveau ingénieur ou master minimum
- formation ou expérience requise dans l'animation de projets territoriaux
- formation ou expérience dans le domaine de l'environnement et de la protection de la nature
- permis de conduire B.

Disponibilité

Poste vacant au 1er mai 2018.

Modalités de dépôt des candidatures

Les candidats adresseront une lettre de motivation, un curriculum vitae ainsi qu'un arrêté de situation administrative, **avant le 15 mars 2018**

- **par courriel avec accusé de réception à : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr**
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
  Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC-TROIS-RIVIERES

Une première sélection des candidats se fera sur dossier. La direction convoquera les candidats sélectionnés pour les auditionner au siège de l'établissement à Florac-Trois-Rivières **le 23 mars 2018**.

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à :

Mme Céline BILLAULT, secrétaire générale du Parc national des Cévennes
tél : 04 66 49 53 28 -celine.billault@cevennes-parcnational.fr

Parc amazonien de Guyane
Parc national

FICHE DE POSTE

Chef du service « Systèmes d'informations »

Résidence administrative : Rémire-Montjoly

Statut : Poste de catégorie A, ouvert aux fonctionnaires et aux contractuels quasi statut de l'AFB, pour une durée de trois ans.

Missions : Sous l'autorité du Directeur, le chef du service « systèmes d'informations », a en charge au sein de l'Etablissement public la responsabilité de proposer la stratégie du SI et de gérer les actions et interventions concernant le réseau informatique, les bases de données, le SIG et la gestion des moyens de télécommunication du parc amazonien de Guyane. Au quotidien, son référent est le Directeur adjoint.

I. **Gestion du service**
- Il prépare et met en œuvre le programme d'actions pour le schéma directeur du SI en relation avec la DSI de l'AFB.
- Planifie les besoins en ressources humaines (notamment stagiaires, intérim...), matériels, logiciels et en données nécessaires du Parc amazonien.
- Il encadre une équipe de personnels spécialisés : 1 Géomaticien et 1 administrateur systèmes réseaux
- Il conçoit, met en œuvre et suit le budget du Service SI.

II. **Gestion du Système d'information Géographique**
- Coordonne la production, le suivi, le contrôle et la mise à jour des données du SIG.
- Met en place, développe et administre le SIG et les BDD thématiques avec le Géomaticien.
- Met à disposition l'ensemble des données du SIG.
- Anime des groupes de travail portant sur l'optimisation et l'utilisation des données du SIG et BDD.
- Coordonne la conception et production de cartes thématiques et de synthèse en fonction des besoins spécifiques.
- Elabore la charte cartographique et suit son application, le catalogage de données et suit le renseignement des métadonnées.

III. **Gestion des Systèmes d'information**
- Choisit, conçoit et met en place des méthodes d'acquisition, de traitement et d'analyse de l'information.
- Il organise les activités de formation aux outils du SI des équipes du parc amazonien, en concertation avec les services concernés de l'Etat ou prestataires extérieurs.
- Il pilote le développement des outils pour les services et délégations du Parc, il est chargé d'organiser la veille technologique.

Compétences :
- Pédagogie
- Connaissance confirmée dans les domaines de la cartographie et l'administration de données.
- Savoir assurer la qualité de service.
- Bonne connaissance du territoire du parc, de ses problématiques et de ses enjeux.

Capacités :
- Grande capacité d'organisation et de management d'équipe, de négociation, d'écoute et de dialogue vis-à-vis des partenaires de l'Etablissement et de dialogue avec les responsables des autres services.

- Savoir élaborer et proposer des solutions sur l'évolution des systèmes d'information du Parc.

- Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) par courriel à : Françoise LEMAITRE-ANQUETIL, Responsable RH du Parc amazonien de Guyane :
- francoise.lemaitre-anquetil@guyane-parcnational.fr
- recrutements@guyane.parcnational.fr
- La date limite des candidatures est fixée au 22 mars 2018